

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

AOW : des engagements et des réformes pour favoriser l'investissement

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

La Semaine africaine du pétrole (AOW) s'achève aujourd'hui à Cape Town, en Afrique du Sud, avec en point d'orgue l'allocution du ministre gabonais du Pétrole, Marcel Abéké.

Durant une semaine, dirigeants, experts et acteurs du secteur pétrolier ont échangé sur la nécessité de maximiser les ressources naturelles de l'Afrique dans la transition

énergétique mondiale. Ce rendez-vous annuel a permis aux ministres et responsables gouvernementaux aux côtés des dirigeants mondiaux de l'industrie, d'aborder différentes thématiques en lien avec la transition énergétique. Pour le Gabon, cette 13^e édition de l'AOW constitue une plateforme pour réaffirmer l'engagement de notre pays à poursuivre la promotion de ce secteur très important de notre économie. C'est ainsi que lors de son plaidoyer, le ministre

gabonais du Pétrole a invité ses pairs à investir au Gabon. "Contrairement à ce qui est perçu, ici et là, le Gabon demeure une terre d'opportunités pour les investissements étrangers, grâce notamment à un sous-sol particulièrement riche en ressources naturelles", a-t-il vanté.

Avant de souligner : "Notre ambition est de relancer l'exploration pétrolière, aussi bien sur terre qu'en mer en vue du renouvellement de nos réserves. Dans cette optique, un ensemble de mesures ont été adoptées, notamment la réduction drastique du bonus de signature qui devra désormais correspondre à un montant symbolique. L'aménagement, après discussion avec nos partenaires techniques, de



Photo: SNN

Le ministre du Pétrole, Marcel Abéké, lors de son discours.

mécanismes permettant de laisser plus de souplesse aux investisseurs, en ce qui concerne les coûts d'achat des données considérés parfois prohibitifs et l'encouragement des processus de

négociation de gré à gré, prévus par le Code des hydrocarbures, en incitant les investisseurs potentiels à manifester directement leur intérêt auprès de l'Administration".

Caistab : la nouvelle équipe en fonction



Photo: AEE

Les DG entrant et sortant de la Caistab posant avec le secrétaire général du ministère de l'Économie.

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

Le nouveau directeur général de la Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab), Ulrich Oligui Gnamalengoungou, et son adjoint Jean-François Kouanga ont respectivement été installés dernièrement dans leur nouveau fauteuil par le ministre de l'Économie, Mays Mouissi, et le secrétaire général de son département.

Les nouveaux entrants remplacent à ces postes Thierry Prosper Mboutsou, DG sortant, et Claire Libizangomo, DGA sortante.

"Ça a été un plaisir de servir la République à ce poste, pendant ma période de directeur général.

C'est avec abnégation et amour que je l'ai fait. Et j'ai eu la chance dans cette noble mission d'être accompagné par vous, les agents, sans qui cette tâche n'aurait pas été aisée. Je vous en remercie. L'administration étant un vaste chantier où se relaient les ouvriers, je cède donc la place au DG entrant pour continuer l'œuvre que nous avons entamée. Je vous exhorte à lui donner la force de travail que vous nous avez donnée", a indiqué, le DG sortant de la Caistab, Thierry Prosper Mboutsou.

Le DG entrant, a, quant à lui, tenu à féliciter l'équipe sortante pour le travail abattu et, surtout, les réformes engagées. Il a assuré qu'il ne ménagerait aucun effort pour poursuivre l'œuvre, afin d'amener la Caistab à un niveau encore plus élevé.

Quel entretien routier à l'ère de la Transition ?



Photo: GRM

Une vue des experts de ce département ministériel lors des travaux.

G.R.M
Nkok/Gabon

Le ministère des Travaux publics veut retrouver ses lettres de noblesse, en ce qui concerne particulièrement l'entretien routier. C'est ce à quoi, réfléchissent, depuis mercredi et ce, jusqu'à ce vendredi, les experts de ce département gravitant autour du secteur précité. Notamment à la stratégie de relance efficiente des activités de la Direction générale de l'entretien des routes et aérodromes (DGERA).

À l'issue de cette rencontre, il s'agira de proposer aux décideurs des activités privilégiant la formation ou le renforcement des capacités des ressources humaines, mais aussi la définition d'un réseau routier prioritaire, la programmation de l'entretien routier et son financement. Une problématique bien connue du général Flavien Nzengui Nzoundou, le nouveau patron du ministère des Travaux publics qui, lors de son premier passage (2007-2011) à la tête de ce département, avait élaboré,

avec ses collaborateurs de l'époque, un programme prioritaire réparti en trois catégories.

Sauf que, des années plus tard, l'état du réseau routier en terre laisse à désirer. Aujourd'hui, comme l'a souligné le secrétaire général du ministère des Travaux publics, Pierre Matthieu Obame Etoughe, "il est question de revenir aux fondamentaux en améliorant ce qui le nécessite. L'objectif recherché étant la praticabilité de nos routes en toutes saisons, à l'ère de la Transition."